

Sud Ouest Eco

Hélidax : « L'État nous adresse un satisfecit »

ARMÉE La société dacquoise, qui gère les hélicoptères de l'école de l'aviation légère de l'armée de terre à Dax, vient de décrocher un contrat pour une autre base école dans le Var



Jean-Jacques Chesneau. ARCH. P. S.

Propos recueillis par
Thomas Jonckea
dax@sudouest.fr

L'entreprise dacquoise Hélidax a remporté, lundi dernier, un deuxième contrat de partenariat avec l'armée. D'une durée de dix ans, il porte sur la maintenance des 18 hélicoptères Fennec de la base école de l'aviation légère de l'armée de terre du Cannet-des-Maures, dans le Var. Rencontre avec son directeur général adjoint, Jean-Jacques Chesneau.

« **Sud Ouest** » Après dix ans à gérer les hélicoptères de la base école de Dax, ce nouveau marché est une consécration ?

Jean-Jacques Chesneau Oui, c'est un beau contrat, que beaucoup de nos concurrents doivent nous envier. Et un satisfecit que nous adresse l'État. C'est une fierté de pouvoir continuer à servir ainsi l'armée. Avec ces deux contrats, qui courent jusqu'à environ 2030, nous avons le temps d'offrir un service suivi de long terme à nos clients.



Hélidax met déjà 36 hélicoptères à disposition de la base école de Dax. ARCHIVES PHILIPPE SALVAT/« SO »

Cela fait de vous des précurseurs dans la nouvelle stratégie de gestion du parc volant de l'armée...

Oui, cette annonce a un intérêt politique et stratégique de premier plan. C'est la première brique d'une politique d'externalisation voulue par la ministre Florence Parly. C'est sur ce modèle que seront créés les prochains partenariats public-privé du ministère des Armées.

La nouvelle direction de la maintenance aéronautique (DMAE) a été créée en début d'année et en neuf mois sort ce premier contrat. Cela prouve le volontarisme du mi-

nistère dans ce domaine. Le ministre a dit qu'elle suivrait personnellement le dossier, c'est la promesse pour nous d'être sous les feux de la rampe cette année.

Elle a aussi expliqué que cela faisait passer le coût de l'heure de vol de 3 500 à 1 800 euros. Vous confirmez ?

Je n'ai pas les chiffres précis mais ce doit être dans cet ordre d'idée, en effet.

Comment va s'organiser la maintenance de ces hélicoptères ?

Contrairement à Dax, où nous mettons nos hélicoptères à disposition de l'armée, les Fennec ne nous appartiennent pas. On nous confie seulement le maintien de la navigabilité des appareils. Nous allons installer un détachement au Cannet-des-Maures, où nous envoyons un chef de site et allons embaucher une quinzaine de personnes. Les visites périodiques se feront à Dax, où nous embauchons aussi huit personnes et où sont conservées les pièces détachées. Les hélicoptères y seront démontés, révisés, remontés et partiront après un vol d'essai.

LA FEMME DE LA SEMAINE



Albine Roy-Contancin
Présidente des Directeurs financiers et de contrôle de gestion de Nouvelle-Aquitaine

Albine Roy-Contancin vient d'être élue présidente du réseau des Directeurs financiers et de contrôle de gestion (DFCG) de la Nouvelle-Aquitaine. Elle succède à Marc-Henri Boucher, directeur immobilier de Bouygues construction. Aujourd'hui, directrice financière France du groupe américain, Thermo Fisher Scientific, elle a vite fait ses preuves après son DESS en stratégie, planification et contrôle de l'Université de Paris-Dauphine. Cette femme de caractère a commencé sa carrière en tant qu'auditrice chez Mazars à Paris, poursuivi chez Ernst & Young à Paris puis à Kansas City (États-Unis). Albine Roy-Contancin est bien connue dans ce réseau régional. Lors de la 13^e édition du Trophée finance & gestion, elle avait remporté la distinction de directrice financière de l'année 2016, en Nouvelle-Aquitaine. La manière dont elle avait piloté la croissance d'une PME locale rachetée par un groupe américain avait impressionné le jury. Dans la région, le réseau des directeurs financiers compte plus de 160 adhérents. « Mon ambition, avec le bureau, est de faire croître ce nombre en multipliant les moments de sensibilisation aux enjeux économiques (Brexit, Blockchain...) et en faisant plus de place aux étudiants », explique-t-elle.

PHOTO DR
Nicolas César

Getasound met les boîtes en musique

BORDEAUX Une identité sonore pour toutes les marques ? C'est le pari Getasound !

C'est en 2017 que Quentin Lisembart et Marvin Bouanani ont imaginé Getasound, une plateforme qui révolutionne le travail des agences de communication sonore, du genre de celles qui sont capables d'imaginer les quatre notes qui singularisent les marques Intel ou la SNCF. « Musiciens nous-même, nous savons que beaucoup d'artistes produisent des morceaux sur Internet, pour le fun souvent. Nous avons aussi constaté la montée en puissance du streaming musical et de sa pub audio, celle des assistants vocaux... Le marketing sonore n'est qu'au début de son histoire. » Rejoints par un développeur informatique, Vincent Ruello, ils



Marvin Bouanani et Quentin Lisembart de Getasound.

PHOTO STÉPHANE LARTIGUE/« SUD OUEST »

comptent écrire une nouvelle page avec Getasound, « qui fait se rencontrer artistes et entreprises, ou agence de communication

ou de branding », précise Quentin. Comment ça marche ? « L'entreprise qui souhaite avoir une identité sonore vient sur le site, elle ren-

seigne un questionnaire, présente son produit, son univers, ses attentes. Le brief artistique qui en résulte est soumis à une communauté des 700 compositeurs. »

Le son de « Sud Ouest »

Les artistes qui sont intéressés par le challenge proposé postent leur proposition en fonction de ce que l'entreprise, son produit ou service leur inspire. Le client fait son choix rémunère l'artiste et Getasound touche sa commission sur la transaction.

La société hébergée par l'accélérateur de jeunes pousses Théophraste (Groupe Sud Ouest) sortira une version test de sa plateforme en février, mais elle compte déjà une dizaine d'entreprises clientes... dont « Sud Ouest », à qui elle a permis de trouver son identité sonore.

Pascal Rabiller

ÉCHOS ÉCO

Chambres d'agriculture : une semaine pour voter

ÉLECTIONS Les agriculteurs ont encore quelques jours (jusqu'au 30 janvier inclus), pour envoyer leur bulletin ou voter en ligne afin d'élire leurs représentants dans les différentes chambres d'agriculture départementales. Rappelons que les membres des chambres départementales sont élus au suffrage universel pour six ans et déterminent la représentativité des organisations syndicales. Toutes les composantes du monde agricole sont présentes dans ces chambres au travers de dix collèges, dont le plus important est celui des chefs d'exploitation et assimilés. Les chambres consulaires ont pour mission de défendre les intérêts de l'agriculture auprès des pouvoirs publics et des collectivités territoriales, de proposer un certain nombre de services aux agriculteurs et de participer à l'amélioration de la performance économique, sociale et environnementale des exploitations.